

LRD

Faire tomber les barrières mentales

Les populations humaines ne parviennent pas à gérer de façon satisfaisante leur rapport avec les écosystèmes dont elles dépendent. En schématisant, deux cas de figure dominent la situation. Dans le premier, les populations maintiennent une empreinte écologique faible, mais ne parviennent pas à contrôler leur natalité, rendant quasi impossible la lutte contre la pauvreté.

Dans le second, elles réussissent à maîtriser leur natalité et donc leur croissance démographique, mais presque à chaque fois pour enclencher un mode de vie incompatible avec la préservation des conditions de vie nécessaires à l'épanouissement des sociétés humaines sur Terre.

L'Afrique subsaharienne et certains pays asiatiques s'inscrivent dans le premier schéma, qui entraîne la destruction des écosystèmes via la surpêche, la déforestation, l'appauvrissement des sols, la raréfaction de l'eau douce, etc. L'Europe, la Chine, le Sud-Est asiatique tombent dans le second schéma, qui attise les déséquilibres globaux en bouleversant le climat, en induisant une pollution chimique massive notamment via l'extraction minière, en accroissant la menace nucléaire et en aggravant tous les problèmes locaux (surpêche, déforestation, destruction des sols, etc.).

En simplifiant à peine, ce qu'on appelle « développement » consiste à passer d'un travers à l'autre. Les Etats-Unis font toutefois exception en réussissant le tour de force de cumuler les deux maux : déjà massive, leur empreinte écologique continue de s'alourdir et, dans le même temps, ils laissent filer leur natalité et donc la croissance de leur population. Le résultat est un véritable sommet catastrophique sur l'échelle des secousses démographiques.

En affirmant et en assumant à la face du monde son refus de renégocier le mode de vie des Etats-Unis lors de sa fameuse tirade au premier Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro en 1992, George Bush père aurait tout aussi bien pu dire : « Je suis désolé, mais les Etats-Unis ont choisi le suicide : nous refusons toute thérapie à l'échelle de notre société dont le but serait de nous amener à revoir notre copie. »

Mais aujourd'hui, certains pays qui contrôlent leur natalité afin de se moderniser ont des populations tellement vastes qu'ils révèlent au grand jour ce qui gît au cœur du mode de développement dont ils s'inspirent : son caractère non universel, car non applicable à l'échelle de l'humanité.

Et si toujours plus de sociétés continuent à prétendre appliquer ce modèle en dépit du bon sens, cela signifie la fin de la civilisation telle qu'elle s'est peu à peu, par à-coups et soubresauts, élaborée depuis les Grecs au siècle de Périclès.

Pour une quatrième voie

La seule voie possible – à défaut, peut-être, d'être plausible, nul ne peut prétendre le savoir à ce stade, mais il est encore temps de tenter l'expérience – est d'accompagner la maîtrise de la natalité par une refonte du modèle de développement : il faut trouver les moyens humains et institutionnels de renégocier le mode de vie des sociétés développées et les circuits de production et d'échange qui le sous-tendent.

Plutôt que de se limiter à ne contenir que l'empreinte sur la biosphère ou que la natalité – ou plutôt que de ne rien contrôler du tout –, il faut impérativement maîtriser ensemble ces deux paramètres.

Et de même que contrôler la fécondité nécessite de casser des barrières culturelles aux allures infranchissables – valoriser les petites familles plutôt que les grandes, favoriser l'émancipation des femmes par l'éducation, rendre les contraceptifs faciles d'accès et à des coûts raisonnables, etc. –, obtenir du monde développé qu'il maîtrise son impact écologique demande qu'il mette au bâcher quelques-unes de ses normes centrales qui, instituées en dogmes, bloquent toute avancée vers le maintien d'une biosphère viable pour l'espèce humaine.

Ces dogmes, ce sont bien sûr au premier chef le culte de la consommation et une vision abominablement étriquée de la richesse mesurée à la seule aune de la croissance du produit intérieur brut (PIB).



Organiser la discussion

Aucune raison ne s'oppose – au contraire, il n'y a que des avantages – à ce que les sociétés développées ou en voie de développement profitent des institutions démocratiques ou, du moins, des marges de manœuvre que ces institutions leur laissent pour changer de mode de développement. Et il n'y a aucune fatalité à choisir le critère de la croissance du PIB comme guide programmatique suprême pour envisager les actions de l'Etat.

Il est facile d'imaginer un vaste débat de société mobilisant toutes les matières grises, les partis politiques et les médias dans toutes leur diversité pour élaborer une grille de lecture qui évaluerait différemment les richesses terrestres et orienterait d'une tout autre manière la machine financière étatique, de façon à préserver les ressources et les écosystèmes. Quantité de rapports dégagent des pistes pour envisager d'autres indicateurs de développement. Ils feraient de magnifiques supports pour organiser un débat aussi salutaire.

LaRevueDurable ne cesse de se faire le relais de toutes les initiatives qui vont dans le sens d'un mode de vie plus économe en ressources, corollaire d'une meilleure qualité de vie et d'un monde plus solidaire. Les médias de masse et les responsables politiques – sans parler des intellectuels, trop souvent aux abonnés absents sur ce chapitre – ont un rôle clef pour propulser ces enjeux à la une du débat démocratique. Puissent-ils s'y employer au plus vite. ■

Mettre au bâcher quelques dogmes